

# **Maroc : revivre après le séisme**

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

---

## **Six projets solidaires à soutenir en 2024**

Aider au dialogue des cultures et des religions, soutenir la lutte contre la désertification en Tunisie, favoriser l'insertion socio-professionnelle de jeunes sans emploi à à Djibouti, fournir de l'énergie verte à une ferme-école ou favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui : tels sont quelques-uns des projets du Défap que vous pouvez choisir de soutenir à travers l'édition 2024 du carnet de solidarité de l'UEPAL.



*Vue du carnet de solidarité 2024 de l'UEPAL © UEPAL*

Chaque année, l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois Églises membres du Défap, diffuse son « carnet de solidarité » : une publication mettant en avant des projets humanitaires portés par des partenaires chrétiens, que vous pouvez [consulter ici](#) ou en cliquant sur l'image d'ouverture de cet article. Grâce au formulaire de dons accompagnant ce carnet, il est possible d'apporter son soutien à l'un ou l'autre projet. Cette année, ce sont six projets du Défap qui sont ainsi présentés par l'UEPAL :

**République Démocratique du Congo : renforcer la place de la femme dans les Églises**



*Remise de diplômes à l'ULPGL© ULPGL*

Bien que très impliquées dans les Églises en RDC, les femmes y restent pour l'essentiel cantonnées à des postes subalternes. Or les Églises ne peuvent être crédibles comme acteurs de changement au sein de la société congolaise, sans se transformer elles-mêmes. L'un des facteurs de cette sous-reconnaissance du rôle des femmes dans leurs communautés ecclésiales tient à leur difficulté d'accéder à une formation théologique.

Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futurs cadres de l'Église du Christ au Congo (ECC), principale dénomination protestante en RDC. Il s'agit d'un accompagnement durable qui vise à faire évoluer les mentalités non seulement dans les Églises, mais au-delà, dans la société congolaise de cette région du Kivu.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

## République centrafricaine : des jardins pour nourrir Bangui



*Rodolphe Gozegba dans un lopin de terre cultivé à Bangui grâce à l'association A9. © Rodolphe Gozegba*

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. La situation est particulièrement difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle. Si le gouvernement centrafricain a réussi à reprendre depuis 2 ans le contrôle d'une grande partie du territoire, c'est un succès qui reste fragile.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

[Plus d'informations ici.](#)

## Djibouti : favoriser l'insertion sociale de jeunes sans emploi



*Bénéficiaires des formations fournies par l'Église protestante*

À Djibouti, l'islam est religion d'État. La liberté religieuse est garantie par la constitution, mais le prosélytisme est découragé par les autorités. Officiellement, le protestantisme est exclusivement représenté par l'Eped (Église protestante de Djibouti). Une petite Église qui bénéficie néanmoins d'une très bonne image au sein de la société djiboutienne : elle la doit notamment à son centre de formation.

Son rôle social et d'aide à l'intégration sur le marché du travail a su acquérir au fil des années une très bonne reconnaissance de la part des autorités. Il fournit des formations à de jeunes adultes handicapés, à des jeunes sans emploi, dans des domaines comme la couture, le secrétariat, les techniques liées à l'énergie solaire... Les postes de l'administrateur et du directeur de ce centre sont tous deux financés directement par le Défap.

Plus d'informations [ici](#), [ici](#) et [là](#).

**Tunisie : Promouvoir l'agriculture  
environnementale**



*Un exemple des actions de l'ATAE en Tunisie : l'accompagnement de cinq familles d'agriculteurs dans la région de Bizerte sur la tenue de leurs oliveraies © ATAÉ*

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture.

Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes. Elle bénéficie d'un soutien direct du Défap et de l'envoi de volontaires.

[Plus d'informations sur ce projet ici.](#)

## Maroc : Al Mowafaqa : faire dialoguer les cultures et les religions



*Étudiants de la 4ème promotion de licence/DUET à l'Institut Al Mowafaqa (mai 2023) © Al Mowafaqa*

La montée des tensions sur fond de radicalisations religieuses illustre chaque jour la nécessité d'entretenir le dialogue interreligieux. Mais comment dialoguer sans connaître l'autre, ce qui fonde sa foi ? Les questions fondamentales sont les mêmes de l'Afrique à l'Europe, même si les enjeux géopolitiques diffèrent.

Un organisme unique, l'institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa (mot qui signifie «l'accord»), centre de formation religieuse installé à Rabat, au Maroc, se consacre entièrement à cette problématique du dialogue interculturel et interreligieux. C'est à la fois un lieu d'enseignement, de réflexion et de brassage interculturel, avec des étudiants

dont beaucoup viennent d'Afrique subsaharienne, mais qui peuvent venir aussi d'Europe : il est soutenu par le Défap, à la fois par un financement direct et par l'envoi de boursiers. Pour cette année 2024, ce sont deux étudiantes venues d'Alsace qui en bénéficient.

[Plus d'informations ici.](#)

## **Togo : de l'énergie verte pour une ferme-école**



*Photo de cultures soutenues par le Secaar © Secaar*

Engagé depuis des années dans des projets visant à la sauvegarde de la création, le Défap s'est aussi lancé dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Avec deux volets : un objectif de diminution de ses émissions de gaz à effet de serre de -60% d'ici 2050 (par rapport à 2021) ; et une « compensation » des émissions restantes par le soutien à des activités contribuant à réduire les gaz à effet de serre. Pour cela, le Défap soutient chaque année un projet labellisé « compensation carbone ».

Pour 2024, il s'agit d'équiper une des fermes-écoles du Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale, partenaire du Défap) d'un système de pompage solaire, pour remplacer l'actuelle motopompe qui pourvoit à ses besoins en eau, notamment en période de sécheresse. Cette ferme-école pourra ainsi compter sur une source d'énergie propre, responsable et moins coûteuse.

---

## **Djibouti : aider la population par la formation**

Depuis des décennies, l'Église protestante évangélique de Djibouti (EPED) est engagée dans le développement et la formation des jeunes Djiboutiens afin de leur assurer un métier. Elle le fait à travers son Centre de Formation, qui s'adresse à un public d'enfants de 3 à 6 ans, mais aussi d'adultes voulant se former en langues étrangères (anglais et français), en informatique, bureautique et en communication de l'entreprise. Vitrine de l'action sociale de l'EPED, ce Centre, qui bénéficie du soutien du Défap, détient une solide expérience dans la formation des jeunes en général, et des jeunes en situation de handicap en particulier. Présentation par le pasteur Pierre Thiam, administrateur du Centre.



*Remise des diplômes aux étudiants de la promotion 2023 au centre de formation de l'EPED © EPED*

Le Centre de formation de l'Église protestante évangélique de Djibouti (EPED) est un point de passage pour divers jeunes garçons et filles de la capitale et des régions en quête de formations professionnelles. C'est la structure de service social de l'Église qui accompagne les jeunes à travers des formations professionnelles porteuses d'opportunités sur le marché du travail. Il s'ouvre sans exception à tous les élèves. L'accompagnement et la confiance des partenaires lui permettent d'être à la hauteur de sa mission de solidarité avec les populations.

Ses actions rapprochent l'Église de la population, donnent une visibilité certaine à l'Église sur le terrain et permettent de tisser des relations à tous les niveaux.

À Djibouti, l'Église protestante est bien connue de la population, des ministères du gouvernement, des organisations onusiennes, des agences d'État ou des ONG internationales. Toutes ces institutions sont des partenaires locaux de l'EPED à travers les nombreuses formations que le Centre a déroulées avec leur partenariat. Cela en fait un lieu de rencontre entre partenaires, certains d'entre eux s'y voyant pour la première fois. Quant aux élèves, ils y rencontrent les grands

responsables qui animent la vie politique, sociale et économique du pays.

## Un rôle social reconnu par les autorités djiboutiennes



*Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED*

Plusieurs personnalités visitent chaque année le centre de formation de l'Église. C'est le signe que l'EPED fait le pont entre les partenaires et permet de tisser des liens de

solidarité dans le pays.

Un des chargés de mission à la présidence de la République, en visite dans les locaux, disait aux jeunes en formation : « Ne voyez pas seulement les signes distinctifs de l'Église à Djibouti mais regardez tout le travail social qu'elle fait dans notre pays pour le bien des populations ». Cette déclaration, non seulement résume le travail de l'EPED, mais constitue aussi un appel à maintenir l'œuvre sociale au service de la population.

Lieu d'inclusion sociale, le Centre accueille ensemble des élèves en situation de handicap, des enfants de la rue pour l'alphabétisation et des élèves valides pour apprendre à construire ensemble, une société où le droit de chaque personne est respecté, surtout le droit à l'éducation et le droit au bien-être.

*Pasteur Pierre THIAM,  
Église protestante évangélique de Djibouti*

---

# **L'Église luthérienne de Centrafrique : 100 ans, et un rôle social toujours essentiel**

**L'Église évangélique luthérienne de République  
centrafricaine a célébré en novembre 2023 les 100 ans**

de l'arrivée des premiers missionnaires de la Sudan Mission. Cette Église, premier partenaire du Défap dans ce pays, regroupe aujourd'hui 125.000 membres répartis dans sept régions. Surtout, elle a un rôle essentiel dans un pays qui peine à se relever de décennies de conflits, où l'insécurité reste persistante, et où les services de base sont quasi-inexistants en-dehors de Bangui.



*Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR*

Si des évêques de l'Église luthérienne du Cameroun figurent sur cette photo de famille, ce n'est pas un hasard : longtemps, l'Église luthérienne de Centrafrique et celle du Cameroun ont été une seule et même Église. Une histoire commune qui remonte à l'arrivée des premiers missionnaires américains de la Sudan Mission (aujourd'hui ELCA) en 1923 à Ngaoundéré. Et c'est encore à Ngaoundéré qu'est née officiellement, le 20 décembre 1960, l'Église évangélique luthérienne du Cameroun et de la République centrafricaine (EELCRCA). Ce n'est qu'au cours de l'année 1973 que la partie centrafricaine de l'EELCRCA est devenue une Église nationale, la partie camerounaise conservant le nom d'Église évangélique luthérienne du Cameroun (EELC).

Ce cliché a été pris au mois de novembre 2023, en pleine célébration du centenaire de l'EEL-RCA ; au premier plan, portant des lunettes de soleil, on peut reconnaître Annelise Deiss, qui représentait le Défap. L'Eglise évangélique luthérienne de République centrafricaine est en effet le premier partenaire du Défap dans ce pays, où se trouve aussi une Eglise membre de la Cevaa, l'Eglise protestante Christ-Roi de Centrafrique, qui a bénéficié plusieurs années d'un accompagnement pastoral. Le thème des célébrations de ce centenaire, qui se sont tenues du 6 au 12 novembre, était : « 100 ans d'évangélisation en paroles et en actes », tiré de Matthieu 28 : 19-20. Les festivités ont été marquées par une conférence sur l'histoire de l'Eglise, par des visites de sites, des cultes à Bouar, Abba et Baboua ; ainsi que par une exposition et une caravane organisées dans la ville de Bouar... Mais le fait le plus significatif est peut-être, en prélude à l'arrivée de la délégation camerounaise, la mise à la disposition de la population présente à Gallo et Bohong d'une équipe médicale venue du Cameroun. Les besoins sont en effet criants, et l'EEL-RCA y consacre une grande partie de ses activités. Quand on interroge le Révérend Joseph Ngoé, président de l'Eglise, sur ses priorités, il évoque « la réconciliation, la fourniture de soins de santé et d'éducation à la population, et le soutien particulier à ceux qui vivent dans les zones rurales pour faire face à la pauvreté ».

**Écoles, centres de santé, projets générateurs de revenus...**



*Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA ©  
DR*

La République centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Elle se classe tout en bas des indices mondiaux du capital humain et de développement humain, à la 188ème place sur 191. Environ 71% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale (c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour). Le sous-sol est riche en ressources naturelles, mais ce qui pourrait être une opportunité est plutôt devenu une malédiction pour ce pays. La RCA a connu dernièrement plus de deux décennies de crises, les oppositions politiques ayant des répercussions sur les relations entre communautés et entre religions, au point que la prise de pouvoir par la Séléka en 2013 a laissé craindre un affrontement généralisé entre chrétiens (largement majoritaires dans le pays) et musulmans, plutôt présents dans le Nord-Est, près de la frontière avec le Tchad et le Soudan voisins. Des responsables religieux ont dû longtemps œuvrer à l'apaisement, à l'instar des trois « saints de Bangui » : le révérend Nicolas Guerekoyame-Gbangou, pasteur de l'Église évangélique Elim Bangui-M'Poko et représentant du protestantisme, Mgr Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui et représentant du catholicisme, et l'imam Omar Kobine Layama, président de la conférence islamique. Mais la paix est

loin d'être revenue et la dernière crise a été déclenchée par une coalition de rebelles en décembre 2020. Longtemps, le gouvernement de Bangui n'a contrôlé de fait qu'une infime partie du pays, le reste étant mis en coupe réglée par des groupes insurgés. Aujourd'hui, il est largement dépendant pour assurer la sécurité de soutiens militaires étrangers, venus de la Russie (le groupe Wagner) et du Rwanda ; les forces françaises se sont retirées depuis 2016. Le pays compte aussi sur son sol une Force de maintien de la paix de l'Onu, la MINUSCA, présente depuis avril 2014 et qui mobilise plus de 17.000 personnes.



*Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA ©  
DR*

Après des décennies de guerres et de crises, l'insécurité reste le premier problème de la population, et il n'est pas rare que des attaques de groupes rebelles entraînent de nouveau des exodes d'habitants fuyant les violences en abandonnant leurs habitations et leurs champs. Les infrastructures sont détruites, les services de base à peu près inexistantes en-dehors de la capitale, et les Églises font partie des rares institutions à rester debout et à faire fonctionner des écoles, des dispensaires, ou à venir en aide aux plus démunis. C'est le cas de l'EELRCA, présente surtout

dans la partie Ouest du pays, où elle regroupe 125.000 membres répartis dans sept régions, à travers 544 « congrégations » (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 « catéchistes diplômés ». Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap.

Ce rôle social essentiel, le Révérend Joseph Ngoé a tenu à le rappeler dans un entretien publié par la Fédération luthérienne mondiale à l'occasion du centenaire de l'EEL-RCA. L'Église luthérienne de Centrafrique, a-t-il souligné, « contribue énormément au développement du pays dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures pour l'approvisionnement en eau, des projets générateurs de revenus et dans le domaine agricole. Par exemple, nous avons mis 30 écoles primaires à la disposition des populations de certains villages des sous-préfectures d'Abba, Baboua, Bouar et Bocaranga, dans des zones où le gouvernement n'est pas en mesure d'intervenir. Nous comptons au total près de 5700 élèves pour l'année scolaire 2022-2023 (...) Dans le domaine de la santé, il existe deux centres de santé : à Bohong (à 70 km de Bouar sur la route de Bocaranga) et au Centre de Santé Emmanuel (à 60 km de Bouar sur la route de Baboua). »

***Retrouvez ci-dessous une présentation en vidéo de l'EEL-RCA :***

---

# **Appel à la générosité en faveur de toutes les victimes de la guerre au Proche-Orient**

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

---

# Israël – Palestine, la parole des Églises

L'Action Chrétienne en Orient (ACO) fait partie des organismes œuvrant dans le milieu des Églises avec lesquels le Défap entretient des liens étroits. Certains des volontaires du Défap, en Égypte par exemple, sont co-envoyés avec l'ACO. Un autre lieu d'engagement commun au Défap et à l'ACO est le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI), mis en place en 2002 par le Conseil œcuménique des Églises pour aider les efforts de paix entre Israéliens et Palestiniens. Depuis le 7 octobre, l'ACO s'efforce de diffuser des informations et des déclarations d'Églises appelant à l'apaisement. Elle vient de rédiger un communiqué détaillé faisant le point sur ces divers appels et fournissant de nombreux liens, que nous reproduisons ici.



Depuis le début des événements qui ensanglantent Israël et la bande de Gaza, puis la Cisjordanie et le sud du Liban, l'ACO a choisi de relayer, sur sa page Facebook, des informations, des analyses et des points de vue qui aident à la compréhension des enjeux du conflit.

Pour nous, chercher à comprendre la violence structurelle et complexe de la situation israélo-palestinienne n'a jamais pour objectif de justifier les crimes et les actes de guerre. C'est au contraire une manière de ne pas se laisser emporter par les émotions qui nous touchent et ne pas sombrer dans le ressentiment envers les uns ou envers les autres. Nous savons que de part et d'autre beaucoup aspirent à la paix via une solution politique qui soit juste et satisfaisante pour tous. Nous savons aussi que les extrémistes des deux camps ont sciemment choisi, depuis trente ans (et les accords d'Oslo en 1993), d'étouffer toute solution pacifique pour mettre en œuvre une logique jusqu'au-boutiste. Nous voyons l'échec de leurs idéologies, nous déplorons le fanatisme, nous dénonçons l'illusion que la violence pourrait apporter la sécurité ou la justice.

L'ACO fait également le choix de relayer le positionnement des Églises palestiniennes, notamment des Églises protestantes et des mouvements œcuméniques qui n'ont cessé d'interpeller, depuis des années, les Églises et les institutions occidentales et internationales, sur l'impasse et les dangers d'une situation devenant chaque jour plus intenable.

**Depuis le 7 octobre, ces Églises dénoncent premièrement et très clairement le recours à la violence.** Elles déplorent la perte de tant de vies humaines, en premier lieu les civils innocents, israéliens et palestiniens. Elles se positionnent clairement contre toute forme de vengeance alimentant le cycle des représailles et nourrissant la haine mutuelle.

Elles prient pour toutes les victimes et appellent à la paix.

Elles rappellent également avec force qu'il n'est pas possible de comprendre la situation générale sans prendre en compte le contexte de l'occupation et de la colonisation de la Cisjordanie, de même que le blocus de Gaza, situations qui perdurent et empirent depuis des décennies.

Elles demandent le respect du droit international et appellent de tout leur cœur une solution politique faisant droit à la coexistence de l'ensemble des Israéliens et des Palestiniens.

Elles rendent compte de leur vécu et de leurs analyses qu'il est nécessaire d'accueillir et d'entendre si nous souhaitons véritablement comprendre nos frères et sœurs chrétiens palestiniens.

Enfin ces Églises dénoncent les théologies de certaines Églises évangéliques et protestantes qui, aux Etats-Unis et en Europe, justifient aveuglément et sans aucune retenue la politique de l'Etat d'Israël à l'égard du peuple palestinien et sa manière de conduire la guerre, souvent en invoquant des interprétations eschatologiques (« de la fin des temps ») de passages bibliques.

Ces prises de position doivent nous interpeller même si elles peuvent nous heurter ou nous embarrasser : elles doivent nous obliger à la réflexion et à la compréhension de la situation.

Nous ne voyons pas d'avenir dans les crimes terroristes du Hamas ni dans la réponse militaire d'Israël à l'égard des civils de Gaza et de Cisjordanie. Nous croyons que les victimes israéliennes et palestiniennes sont *in fine* victimes de tous ceux qui ont tant de fois fait échouer la paix par le passé. Nous croyons qu'il n'y a pas de fatalité et qu'il est essentiel d'encourager toutes celles et ceux, Israéliens et Palestiniens, qui s'engagent pour la paix et la justice à travers tant d'associations et d'initiatives sur le terrain. A quand des responsables politiques prêts à construire une coexistence pacifique et juste ?

Nous nous reconnaissons dans toutes les initiatives de rencontres en Église qui proposent des temps de prière, de silence et de méditation autour de la recherche de la paix. [Sur ce lien vous trouverez une proposition de sujets de prière par Mme Rula Khoury Mansour, avocate et théologienne protestante palestinienne, citoyenne israélienne, vivant à Nazareth.](#)

*Le bureau du comité directeur de l'Action Chrétienne en Orient*

#### *DÉCLARATIONS D'ÉGLISES*

- [a\) Déclaration de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte. Le samedi 7 octobre 2023.](#)
  - [b\) Déclaration du Centre œcuménique de théologie palestinienne de la libération Sabeel. 11 octobre 2023.](#)
- [c\) Déclaration de Kairos Palestine sur la guerre à Gaza. 11 octobre 2023.](#)
- [d\) Témoignage de Marie-Armelle Beaulieu, rédactrice en chef de Terre Sainte magazine. Le 13 octobre 2023.](#)
- [e\) Un appel à la repentance. Lettre ouverte de chrétiens palestiniens aux responsables et théologiens des Églises d'Occident. Le 20 octobre 2023.](#)
- [f\) Kairos Global Palestine. Un appel au cessez-le-feu. Le 20 octobre 2023.](#)
- [g\) Lettre du cardinal Pizzaballa, Patriarche latin de Jérusalem, le 24 octobre 2023.](#)

\*\*\*

[D'autres textes et ressources sur le site des amis de Sabeel FRANCE.](#)

\*\*\*

[Les différentes déclarations du Conseil Œcuménique des Églises se trouvent sur cette page.](#)

# Prier pour la paix en Israël et Palestine

Plusieurs Églises membres du Défap, la Fédération protestante de France et de nombreuses organisations chrétiennes et œcuméniques appellent à l'apaisement face à la reprise des violences en Israël et en Palestine.



© Albin Hillert / COE

L'Église protestante unie de France est en communion de prière avec les frères et sœurs chrétiens en Israël et en Palestine.

Elle relaie :

- [La déclaration de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte](#)

- [L'appel à la désescalade des responsables ecclésiaux en Terre Sainte](#)
- [L'appel à la paix et la justice de la Communion mondiale d'Églises réformées](#)
- [L'appel au Cessez-le-feu du Conseil œcuménique des Églises](#)

L'Église protestante unie de France joint sa voix à celle de toutes les personnes qui condamnent les actes terroristes. Elle joint sa voix à celle de toutes les personnes qui veulent construire la paix. Avec elles, elle affirme que ce n'est pas la violence qui apportera la victoire et que la non-violence est une force puissante pour la vie et la justice.

### ***Prière pour la paix en Israël et Palestine***

*À Dieu montent les cris de celles et ceux qui souffrent, qui pleurent un être aimé, qui cherchent un proche.*

*À Dieu montent les pleurs de terreur, de douleur, d'angoisse.*

*À Dieu monte la révolte devant la barbarie et l'inhumanité.*

*À Dieu monte la colère devant l'humiliation et le refus des droits des humains.*

*À Dieu monte le désespoir devant la course vers l'abîme, l'embrasement du conflit, la contagion de la haine.*

*Seigneur, entends ces cris, ces pleurs, ces sentiments mêlés, ces élans contraires.*

*Vers toi Seigneur nous nous tournons : tu sais le sentiment d'impuissance qui écrase, le sournois désir de vengeance qui rôde, le poison de la violence qui contamine.*

*Seigneur, nous déposons tout cela devant toi.*

*Ouvre, à travers l'horreur, le chemin de la vie et de la justice, de la réconciliation et de la paix.*

*Raffermiss et encourage les artisans de paix, de dialogue et de modération.*

*Permits que les colombes échappent aux faucons.*

*Toi qui, en Jésus le Christ, a ouvert le chemin de la vie à*

*travers la mort, ouvre aujourd'hui un chemin de vie pour tous les habitants d'Israël et de Palestine, les juifs, les chrétiens, les musulmans, les athées...*

*Fais de nous des ouvriers de paix, aussi faibles et impuissants que nous sommes. Montre-nous les gestes et les actes à mettre en œuvre aujourd'hui, là où nous sommes, pour construire une paix dans la justice.*

*Amen*



© David Tomaseti / Unsplash

## **L'UEPAL invite ses paroisses à porter la situation en Israël dans la prière**

L'UEPAL s'associe sans réserve aux condamnations des terribles actes de violence déclenchés le 7 octobre dernier par le Hamas en Israël, en particulier les prises d'otage. L'UEPAL s'associe dans ce sens au communiqué de la Fédération protestante de France (FPF), apportant « son soutien fraternel

à la communauté juive de France, ainsi qu'à toutes les familles endeuillées.

Dans le même esprit, elle renvoie à la déclaration faite le samedi 7 octobre par l'évêque de l'Église évangélique luthérienne de Jordanie et de Terre Sainte, Sani-Ibrahim Azar. Celui-ci rappelle que ces événements terribles se situent malheureusement sur un arrière-plan plus large et plus ancien et que la paix ne peut exister sans justice.

L'UEPAL invite ses paroisses à porter cette situation dans la prière, de sorte que de ce terrible malheur puisse germer un espoir de paix dans la justice.

**Le conseil restreint de l'UEPAL**



Fédération  
**protestante**  
de France

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

© FPF

### **La FPF condamne fermement les attaques du Hamas contre Israël**

La Fédération Protestante de France exprime son effroi et sa ferme réprobation des récentes attaques perpétrées par le

Hamas contre Israël. Ces actes de violence relevant du terrorisme et d'une inhumanité inouïe ont des conséquences dévastatrices et exacerbent les tensions dans la région pour des décennies.

La Fédération Protestante de France tient à rappeler son engagement en faveur de la paix, de la justice et de la réconciliation. Elle affirme l'inaliénable dignité de chaque être humain, quelle que soit sa nationalité, sa religion ou son origine ethnique. Dans cette perspective, elle exhorte toutes les parties impliquées à faire preuve de retenue, à renoncer à la violence et à rechercher des solutions pacifiques pour résoudre les conflits en cours.

Elle appelle la communauté internationale à se ressaisir pour jouer un rôle actif dans la promotion du dialogue et de la médiation, afin de mettre un terme à la spirale de la violence qui inflige tant de souffrances pour les civils innocents.

Elle apporte son soutien fraternel à la communauté juive de France, ainsi qu'à toutes les familles endeuillées, exprimant sa solidarité dans ces moments tragiques.

La Fédération Protestante demande la libération immédiate de toutes les personnes kidnappées. Elle appelle à porter dans la prière toutes les familles des victimes, quelle que soit leur appartenance, de même que les otages et leurs proches aujourd'hui plongés dans l'angoisse. Elle réaffirme avec détermination son engagement pour la promotion de la justice, de la paix et de la fraternité, soutenant toutes les initiatives visant à réaliser ces objectifs.

*Paris, le 9 octobre 2023*

**Pasteur Christian Krieger**  
**Président de la Fédération protestante de France**



© Albin Hillert / COE

## **Le COE lance un appel urgent pour un cessez-le-feu immédiat en Israël et en Palestine**

«Le Conseil œcuménique des Églises lance un appel urgent pour mettre immédiatement un terme à cette violence meurtrière, pour que le Hamas cesse ses attaques et demande aux deux parties de désamorcer la situation», a déclaré le secrétaire général du COE, le pasteur Jerry Pillay. «Nous redoutons vivement que le conflit entre les groupes armés israéliens et palestiniens ne dégénère et craignons les conséquences inévitablement tragiques pour les populations de la région, tant israélienne que palestinienne, après une période d'exacerbation des tensions et de la violence en Cisjordanie et à Jérusalem.»

Et Pillay d'ajouter: «Les attaques en cours n'engendreront que plus de violence, elles ne sauraient ouvrir une voie vers la paix ou la justice.»

«Nous exhortons toutes les Églises membres du COE à se joindre en prière pour une paix juste sur la terre qui a vu naître le Christ, en solidarité avec toutes les personnes touchées et menacées par la violence», a-t-il conclu.

---

## **Maroc : appel à la générosité après le séisme**

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

---

## **Tunisie : expérimenter face au changement climatique**

Pour l'Église Réformée de Tunisie, la lutte contre la désertification entraînée par le réchauffement climatique est devenue un des axes majeurs de son engagement. Il se concrétise par ses relations avec l'association Abel Granier et avec l'ATAE (Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale), à travers des actions de sensibilisation et de formation des populations rurales. Des actions dans lesquelles

s'implique Benoît Mougel, natif des Vosges mais présent depuis 2009 dans le pays, et qui sont soutenues par le Défap. Prochain objectif pour l'ATAE : mettre en place une ferme expérimentale, destinée à servir de vitrine de ses méthodes tout en permettant de faire vivre sur place des familles d'agriculteurs.



*Un exemple des actions de l'ATAE en Tunisie : l'accompagnement de cinq familles d'agriculteurs dans la région de Bizerte sur la tenue de leurs oliveraies © ATAÉ*

À 40 ans, Benoît Mougel a déjà vécu 14 ans en Tunisie. Lorsque ce natif des environs de Neufchâteau, dans les Vosges, est arrivé dans le pays en 2009, c'était pour y poursuivre sa formation théologique. Après quatre années d'études à l'Institut Biblique de Genève, il venait s'installer en famille pour suivre un stage pastoral au sein de l'ERT (l'Eglise Réformée de Tunisie). Ce devait être un séjour de deux ans. Il y vit toujours. Et son engagement au sein de l'Eglise, dont « Ben » est l'un des pasteurs à Tunis, se double désormais d'un engagement social, notamment auprès des agriculteurs tunisiens.

Cette odyssée tunisienne, qu'il vit avec son épouse Patricia et avec leurs enfants, trouve d'abord des racines dans son histoire personnelle. « Pur produit de la campagne », témoignait-il récemment dans un article de la revue [Missiologie évangélique](#), « j'ai assez rapidement rêvé de devenir paysan. Ma bonne mère m'a rappelé il y a quelque temps ces paroles dites dans ma tendre enfance : *Quand je serai grand, je lirai la Bible à mes vaches...* » Mais elle s'explique aussi par des rencontres. Celle, tout d'abord, de May Granier et de l'association Abel Granier, du nom du père de May, pasteur né dans le Nord-Ouest de la Tunisie et qui avait consacré sa vie à réhabiliter des terres rendues incultes par le climat sec et par les mauvaises pratiques agricoles. Cette découverte devait réveiller le paysan toujours présent dans le cœur de « Ben » et le pousser à s'investir dans le domaine du développement agricole durable. Autre rencontre cruciale : celle du Secrétaire général du Défap, qui devait lui permettre de poursuivre son engagement avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Entretemps, les Mougel ont vécu des années au rythme des soubresauts de l'histoire tunisienne. « On a vécu la « révolution de jasmin » en 2010-2011 », témoigne-t-il aujourd'hui. « C'est une des choses qui nous ont attachés à la Tunisie : voir cet enthousiasme, cette ferveur des gens », et leur volonté « de s'exprimer, de s'engager ». Mais après le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali en janvier 2011, fuyant les manifestations massives de la population tunisienne, sont venues aussi les périodes de désillusion.

**« En tant que communauté, comment peut-on être une bénédiction pour notre pays ? »**



*Récolte de fourrage dans une exploitation accompagnée par  
l'ATAE © ATAÉ*

« La Tunisie, c'est un pays qui vit depuis des années des difficultés politiques, économiques, sociales », souligne Benoît Mougel. « C'est un pays qui souffre, à plein de niveaux différents. » Et le changement climatique n'est pas le moindre de ces maux, avec « des années de plus en plus difficiles, un manque de pluie, des épisodes de sécheresse de plus en plus importants, des températures qui dépassent parfois les 50 degrés »... La Tunisie apparaît ainsi comme l'un des pays les plus exposés aux risques de désertification : selon la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), une hausse des températures de 2 degrés sur dix ans s'est déjà traduite par une perte de 15 000 ha/an de terres agricoles.

C'est l'ampleur de cette menace qui a poussé l'Église Réformée de Tunisie à resserrer ses liens avec l'association Abel Granier et avec l'ATAE (Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale), qui en est directement issue. « C'est devenu un engagement d'Église », explique Benoît Mougel. « On se dit : en tant que communauté, comment peut-on être une

bénédiction pour notre pays ? » En dépit de la croissance des zones urbaines, la population rurale représente encore près du tiers des habitants du pays. Une population qui a particulièrement souffert, non seulement de la crise consécutive à la « révolution de jasmin » qui a entraîné une décennie de croissance perdue, selon les chiffres de la Banque mondiale, mais aussi de la désertification qui menace les terres agricoles.



*Benoît Mougel lors de son dernier passage au Défap © Défap*

En multipliant les partenariats, et avec le soutien de volontaires envoyés par le Défap, l'ATAE informe, sensibilise les petits exploitants aux pratiques agricoles qui peuvent leur permettre de réhabiliter des terres apparemment trop arides pour supporter encore des cultures. Si elle reste une petite structure, animée par une dizaine de personnes, elle revendique l'accompagnement de 200 familles d'agriculteurs et des actions de sensibilisation dans 11 des 24 gouvernorats du

pays. Mais au-delà, « Ben » et les membres de l'ATAE veulent mettre en place une structure qui sera une vitrine de leur action : une ferme expérimentale. « On travaille depuis 2017 pour porter ce projet », témoigne Benoît Mougel. « L'idée est d'avoir un lieu où l'on pourra mettre en pratique différentes méthodes développées par l'association Abel Granier, mais aussi développer de nouvelles techniques. Il s'agira également de voir les besoins des agriculteurs de manière plus large, au-delà des seules techniques agricoles : en réfléchissant aux aspects culturels, aux questions d'habitat et d'éco-construction... » Un lieu d'expérimentation, donc, mais dont la production devra aussi lui permettre d'être autonome sur le plan financier. « Ben » est confiant : « On a une petite équipe sur place, un nouveau VSI va nous rejoindre en septembre, puis un service civique en novembre... On a déjà commencé les activités dans une ferme qui nous accueille et qui joue un peu pour nous le rôle d'incubateur. »

*Retrouvez ci-dessous le teaser du documentaire « Olivier, mon héritage » tourné par l'ATAE dans le gouvernorat de Bizerte, qui retrace deux ans d'accompagnement de cinq agriculteurs sur la tenue de leurs oliveraies, leurs défis et leur amour pour l'agriculture :*

**Retrouvez prochainement l'interview de « Ben » sur son engagement auprès de l'Église Réformée de Tunisie et pour la sauvegarde des terres agricoles, en podcast et sur le site du Défap.**

---

## **La Communauté des Églises protestantes francophones accueillie au Défap**

**Du jeudi 24 au samedi 26 août 2023, l'Assemblée générale de la Communauté des Églises protestantes francophones s'est tenue dans les locaux du Défap, au 102 boulevard Arago, à Paris.**



*Les participants à l'AG 2023 de la Ceeefe © DR*

C'est la première et la plus ancienne association protestante d'expression francophone : la création de la Ceeefe remonte au 4 juillet 1903. Elle a été constituée sous la IIIe République, au temps des colonies. Elle avait alors pour titre : « Association pour le Maintien et le Développement du Culte Protestant dans les Colonies Françaises et Pays de Protectorat Français ». Puis, au fil du XXe siècle, cette association loi 1901 a changé de titre à quatre reprises, au gré des mutations progressives de l'empire colonial français, pour en arriver à prendre le nom de Commission des Églises Évangéliques d'Expression Française à l'Extérieur (d'où l'acronyme de Ceeefe encore en vigueur aujourd'hui), avant qu'une réforme de ses statuts en août 2009 ne change son nom en « Communauté d'Églises Protestantes Francophones », membre associé de la Fédération Protestante de France. Elle est constituée d'Églises qui revendiquent l'identité protestante et qui utilisent la langue française hors du territoire métropolitain.



*Vue de l'AG 2023 de la Ceeefe dans la chapelle du Défap © DR*  
Mais si la Ceeefe, sous sa forme institutionnelle, existe depuis le tout début du XXème siècle, son origine remonte en

fait à des racines bien plus anciennes : en 1685, à la révocation de l'Edit de Nantes, de nombreux huguenots vont chercher refuge à l'étranger. Expatriés, ils rejoignent alors les églises nationales pour y vivre leur foi. Mais certains créent sur place des Églises d'expression française, dont certaines existent encore aujourd'hui. Elles constituent le noyau de ce réseau d'Églises francophones, auxquelles sont venues s'ajouter par la suite des Églises du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), du Liban, de Djibouti ; des Églises des départements d'outre-mer (DOM), Antilles, Guyane, Réunion ; des Églises protestantes nées de l'immigration ancienne ou plus récente composées de protestants de langue française vivant à l'étranger, comme aux États-Unis, dans les pays arabes (Égypte) et en Israël.

## **Des liens étroits avec le Défap**

Aujourd'hui, la Ceeefe regroupe plus de 40 Églises protestantes dans le monde et se veut, selon le mot de son président, le pasteur Christian Seytre, « un kaléidoscope de l'Église universelle. Dans ses paroisses on trouve des membres de plusieurs nationalités différentes, venant d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe, qui ont des origines ecclésiales variées : réformées, luthériennes, méthodistes, baptistes, évangéliques, pentecôtistes ou charismatiques. La liturgie et la vie de ces paroisses s'inscrivent dans une optique luthéro-réformée, ouverte à différentes expressions de la foi. » Elle favorise les contacts avec des Églises locales sur divers continents, lors de voyages professionnels ou touristiques. Elle aide aussi, dans la mesure de ses moyens, à la formation des pasteurs et des responsables, et participe à la réalisation concrète de projets locaux à dimension diaconale.



*Vue de l'AG 2023 de la Ceeefe © DR*

Pour en savoir plus sur la Ceeefe, réécoutez ci-dessous cette interview de son président Christian Seytre sur Fréquence

protestante :

## **Les Églises protestantes francophones dans le monde : une communauté très diverse**

*Animateur : Anne-Marie Delaugère*

*Émission : Ciel mon temple, du 10 juin 2022 sur Fréquence  
Protestante*

Entre la Ceeefe et le Défap, il existe des liens réguliers : une partie significative des Églises membres de cette communauté francophone sont des partenaires du Service protestant de mission, qui peut leur assurer un appui administratif notamment au niveau des postes pastoraux. Certains projets d'Églises, comme la rénovation du temple de Djibouti (un chantier au long cours, qui a pris près d'une dizaine d'années), ont été rendus possibles par une collaboration étroite Défap/Ceeefe. Depuis l'année 2018, cette proximité a trouvé une nouvelle traduction visible, puisque c'est désormais le Défap qui accueille l'Assemblée Générale annuelle de la Ceeefe.

En cette année 2023, les délégués de la quarantaine de paroisses francophones représentées au sein de la Ceeefe, qui vont de Los Angeles à Beyrouth et de Stockholm à l'île de la Réunion, se sont ainsi retrouvés pour trois jours au siège du Défap, du jeudi 24 au samedi 26 août. Outre l'aspect institutionnel et les nouvelles de la communauté, une Assemblée générale de la Ceeefe est aussi un temps de partage spirituel, et d'échanges sur des problématiques communes. Cette AG 2023 a ainsi été l'occasion de travaux de groupes et de réflexions sur la parole des Églises dans l'espace public, un sujet abordé très différemment selon les pays et les contextes culturels, mais qui n'en reste pas moins un thème sensible dans de nombreuses sociétés.

---

# **Djibouti : des nouvelles du projet de formation à l'énergie solaire**

Quelques images des travaux pratiques des élèves du centre de formation de l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti : la promotion qui apprend actuellement les techniques d'installation et de maintenance de panneaux photovoltaïques sera bientôt fin prête pour aller sur le terrain. Un projet soutenu par le Défap, et qui répond à deux besoins cruciaux de ce petit pays de la Corne de l'Afrique : améliorer l'autonomie énergétique en diminuant la part des hydrocarbures au profit d'énergies moins nocives pour l'environnement, et améliorer l'insertion professionnelle des jeunes.



*Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED*

À Djibouti, il fait chaud. Très chaud : entre 35°C et 40°C, avec des pics à 45°C, voire plus. Et le soleil brille toute l'année : ce petit pays de la Corne de l'Afrique totalise près de 3280 heures d'ensoleillement par an, soit 9 heures par jour. Une manne en matière de production d'énergie solaire. Pourtant, l'essentiel de l'énergie est importée, notamment de l'Éthiopie voisine, sous forme d'hydrocarbures mais aussi d'électricité. Conséquences de cette situation : une forte

dépendance, à la fois à la production étrangère et aux hydrocarbures ; et une électricité qui est parmi les plus chères du monde.

Cette situation est la conséquence d'une économie en développement rapide, largement tournée vers le transport de marchandises, et vers le port : situé sur la principale route commerciale Asie-Europe-Afrique, il a une position stratégique. Il n'a cessé de se développer depuis les années 2000. Il est la principale voie d'accès maritime de l'Éthiopie et de son marché de 100 millions d'habitants. Mais l'accent mis sur le développement portuaire s'est fait au détriment de nombreux autres secteurs. La société reste fortement inégalitaire et marquée par la pauvreté. Le pays fait encore partie des PMA, pays les moins avancés. Sur le plan social, un tiers des Djiboutiens sont pauvres, selon l'indice de pauvreté multidimensionnel (qui prend en compte les privations aiguës en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie auxquelles une personne est confrontée simultanément) établi par les autorités djiboutiennes avec le support du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Autre enjeu crucial, le chômage : il atteint presque les 50%. Il est encore plus important chez les plus jeunes : 70% des chômeurs ont moins de 30 ans.

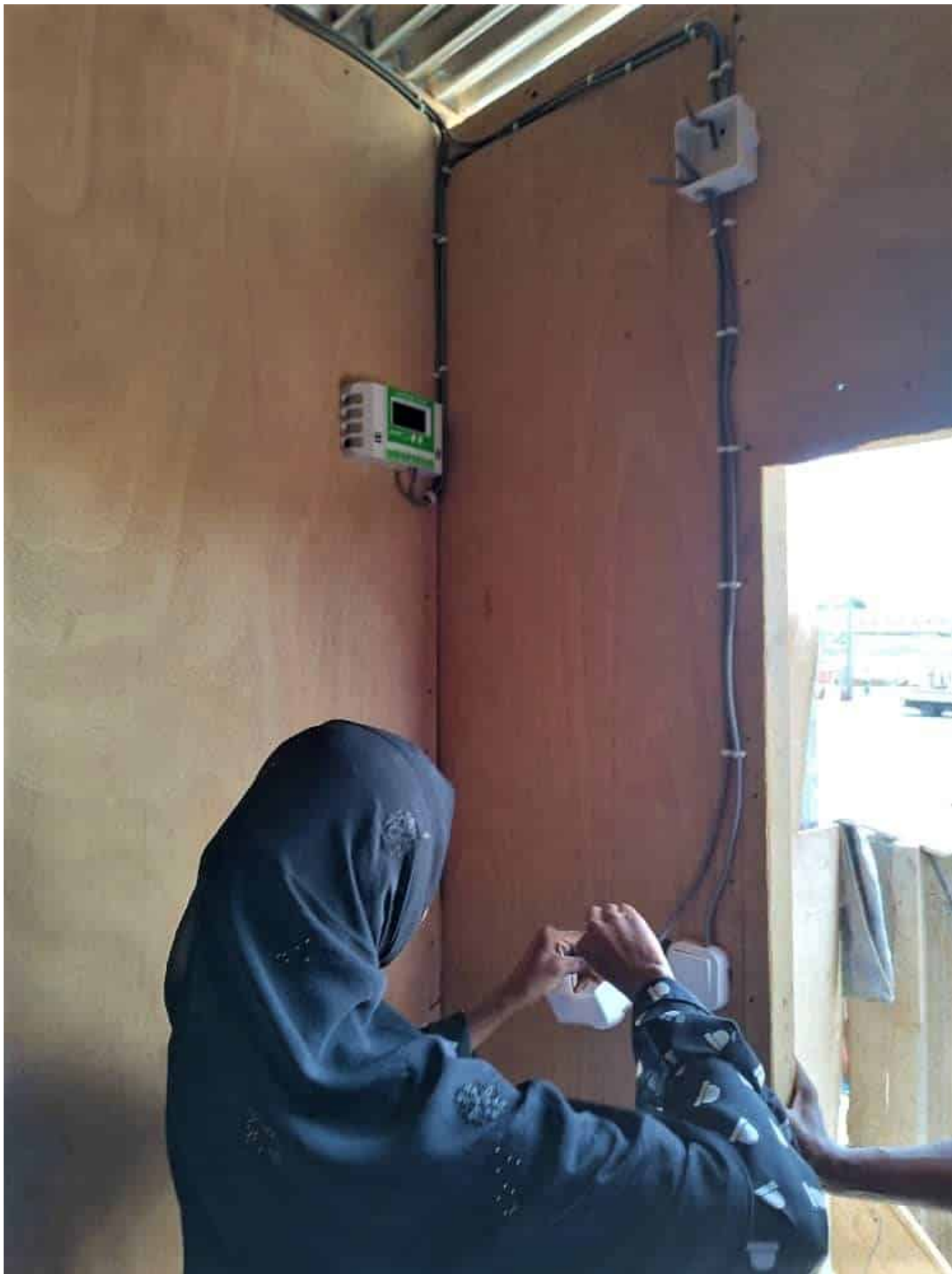


*Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED*

Ce sont sur ces deux aspects, accès à l'énergie et meilleure intégration sociale, qu'intervient le projet de formation à l'énergie solaire porté par l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti, avec le soutien du Défap. C'est ce projet qui avait été présenté lors de l'édition 2023 de Hope360, rendez-vous sportif et solidaire organisé par le collectif ASAH (Association au Service de l'Action Humanitaire).

Dans son programme de développement à long terme, « Vision 2035 », le pays prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergies renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciennes et techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les installations photovoltaïques. Le centre de formation de l'EPED permet précisément de transmettre à des jeunes Djiboutiens des

compétences qui aideront à la transition énergétique du pays, tout en leur permettant de s'insérer sur le marché du travail. Un double rôle social et environnemental qui est très bien perçu par les autorités djiboutiennes. L'enjeu correspond aussi à de fortes attentes des habitants : l'usage de l'énergie solaire est encore peu accessible pour la population djiboutienne, à l'exception de quelques villages qui ont leurs propres panneaux solaires ; et pour ceux qui ont pu s'équiper, ils ne disposent, le plus souvent, pas des compétences nécessaires pour assurer la maintenance du matériel et sont à la merci de la moindre panne...



*Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED*

Sur ces images, vous pouvez voir les élèves de l'actuelle promotion formée par le centre de l'EPED lors de leurs travaux pratiques. Ils seront bientôt fin prêts pour se lancer sur le terrain...

C'est un envoyé du Défap, Pierre Thiam, qui dirige ce centre de formation de l'EPED. Un centre qui a développé depuis des années une série de projets de formation et d'insertion bénéficiant d'une vraie reconnaissance de la part des autorités djiboutiennes. Entre 2010 et 2017, le projet de rénovation des bâtiments de l'Église, sous forme d'un chantier école, a permis de former des jeunes Djiboutiens aux métiers de la maçonnerie, de l'électricité, de la plomberie... Entre 2015 et 2017, ce sont des jeunes en situation de handicap moteur qui ont été accueillis dans le cadre d'un projet éducatif cofinancé par l'Union Européenne, pour une formation professionnelle au métier d'assistant gestionnaire de réseau informatique et aux notions d'entrepreneuriat. Et actuellement, il s'agit donc de former des jeunes aux métiers liés à l'installation et à la maintenance de panneaux solaires...

---

## **Stefanie et la lutte contre la désertification en Tunisie**

Stefanie est une envoyée « portée » du Défap : elle effectue une mission de VSI au sein de l'association Abel Granier et de l'ATAE (Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale). Il s'agit d'aider des agriculteurs menacés par le manque croissant d'eau et

la désertification à adapter leurs pratiques, leurs cultures et leurs usages de l'eau pour rendre à nouveau fertiles des terres épuisées.

*Témoignage*

de

Stefanie



Volontaire  
envoyée en  
Tunisie



## Stefanie et la lutte contre la désertification en Tunisie

[Télécharger son témoignage](#)

► [Retour au sommaire de la rubrique « Témoignages »](#)